

RAPPORT FINAL FIN DE PROJET

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2021 au 30 juin 2022

RAPPORT FINAL FIN DE PROJET

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA

ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Programme	1 – 3
Objectifs et Étendue de l'Audit	4 – 7
Résultats de l'Audit	7 – 9
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	10 – 12
États des Flux de Trésorerie	13
États des Investissements Cumulés	14
Notes afférentes aux États Financiers	15 – 23
Annexe I – État des Soldes Budgétaires	
Annexe II – Réconciliation des registres comptables avec l'«OPS»	
Annexe III – Équipements et Matériels	
Structure de Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	24 – 26
Commentaires sur la Structure de Contrôle Interne	27 – 33
Suivi des Recommandations de l'Exercice Antérieur	34 – 36
Lettre de Représentation de l'UCE-MTPTC	

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS**

Pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022

Le 29 décembre 2022

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur
Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports et
Communications (MTPTC)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022, de l'État des Investissements Cumulés au 30 juin 2022, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du Programme. La Direction de l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le 18 février 2014, le Gouvernement de la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé le contrat de Financement non Remboursable No. 3085/GR-HA, d'un montant de US \$ 50, 000,000 en vue de financer le Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, sur une période de cinq (5) ans. La date du dernier décaissement, telle qu'amendée est prévue pour le 15 mars 2022.

Le Programme est géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), une cellule technique du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC).

Le Projet a pour objectif principal de contribuer à l'amélioration de la connectivité entre les différentes régions du pays, en réduisant les coûts de transport et les temps de parcours, promouvant ainsi l'intégration régionale et internationale et le développement économique. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) la réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1 ; (ii) l'entretien du tronçon réhabilité pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ; (iii) l'amélioration des conditions de sécurité routière sur la route, réduisant le risque d'accidents impliquant des véhicules et des piétons ; (iv) le revêtement des principales rues des bourgs ; et (v) le renforcement institutionnel du secteur du transport en Haïti. Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comporte les quatre (4) composantes suivantes:

- **Composante 1: Travaux publics et entretien.**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 30, 960,000**, financera :

- . La réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1;
- . L'entretien de ce tronçon pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ;
- . L'application d'un plan d'action pour la compensation et la réinstallation.

- **Composante 2 – Gestion, suivi et supervision**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 8, 170,000**. Ce financement appuiera trois (trois) types d'activités :

- . La gestion des travaux par l'UCE-MTPTC ;
- . La supervision des travaux par une firme de consultation ;
- . Le suivi, l'évaluation et les audits financiers et environnementaux.

- **Composante 3 – Pavage urbain à haute intensité de main-d'oeuvre**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 8,390,000** financera :

- . Le revêtement des rues principales de bourgs (maximum 5,000 résidents) et entend employer la population et des firmes locales. La participation des femmes sera encouragée.
- . Le contrôle de la poussière dans les principales rues des bourgs par l'application d'abat-poussière avec comme objectif de réduire l'exposition de la population locale à la poussière. Le projet sera réalisé dans environ vingt (20) bourgs à être désignés par le Gouvernement d'Haïti.

• **Composante 4 – Renforcement institutionnel et sécurité routière**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 2,480,000** et appuiera cinq (5) types d'activités

- Les plans d'ingénierie et les études d'impact social et environnemental pour des opérations futures;
- L'équipement pour l'entretien pour les Directions Départementales;
- La ligne de base de la sécurité routière sur la RN-1;
- La campagne de communication sur la sécurité et un programme de prévention du VIH.

Le coût total du programme s'élève à **cinquante millions de dollars américains (US \$ 50,000,000)** et est financé sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

Composantes		Budget alloué - BID
1.- Travaux publics et entretien	\$	30,960,000
1.1 Travaux publics		29,360,000
1.2 Entretien routier		-
1.3 Atténuation sociale et environnementale		1,600,000
2.- Gestion, suivi et supervision	\$	8,170,000
2.1 Gestion UCE		1,385,000
2.2 Firme de supervision		6,085,000
2.3 Suivi		420,000
2.4 Évaluations		90,000
2.5 Audits financiers		190,000
3.- Pavage urbain haute intensité de main-d'oeuvre	\$	8,390,000
3.1 Pavage urbain		7,570,000
3.2 Programme contrôle de la poussière		820,000
4.- Renforcement institutionnel et sécurité routière	\$	2,480,000
4.1 Plans d'ingénierie et études		950,000
4.2 Équipement d'entretien direct - Départ		800,000
4.3 Ligne de base sec. route RNI		530,000
4.4 Campagne de communication		50,000
4.5 Intégration femmes / prévention du VIH		1,500,000
TOTAL	\$	50,000,000

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA et géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC), afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022 et l'État des Investissements Cumulés au 30 juin 2022.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA) et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent: (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit étaient les suivants :

- A. Exprimer une opinion sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués, pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022 et l'État des Investissements Cumulés au 30 juin 2022 du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3085/GR-HA et déterminer si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux principes comptables applicables.
- B. Analyser et évaluer le système de contrôle interne, afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité Centrale d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C. Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.

- D.** Effectuer des sondages afin de déterminer si l'UCE du MTPTC a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord de Financement et les Lois et Règlements Applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés devront être reportés.
- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables, à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements sont enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds/Encaissements

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés ou payés directement par la BID durant la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité Centrale d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés au compte désigné du Programme.

Dépenses de Programme/Décaissements

- Nous avons révisé les dépenses de projet sur base de sondages pour nous assurer qu'elles sont conformes aux termes du contrat de financement signé entre la BID et le Gouvernement Haïtien.

- Nous avons vérifié que les paiements sont adéquatement enregistrés au système comptable du programme et aux registres financiers, selon des autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Financement;
- Nous avons examiné la documentation d'appui aux paiements retracés au niveau des requêtes justificatives et des requêtes de paiement direct afin de nous assurer de sa fiabilité et de son adéquation par rapport aux montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme.
- Nous nous sommes assurés que les paiements effectués dans les cas des contrats de construction et de supervision sont en accord avec les clauses contractuelles.
- Nous avons révisé les procédures d'achat dans le cas des dépenses administratives afin de nous assurer qu'elles sont conformes à de saines pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non, que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
- Nous révisé les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision afin de nous assurer du respect des délais de finition des travaux ;
- Nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Honoraires des consultants

- Nous avons révisé les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Nous avons révisé, sur base de sondages, les contrats signés avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats, particulièrement en matière de soumission de rapports et du respect des termes de l'Accord.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Financement.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminé si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

V. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États des Fonds Reçus et Décaissements Effectués et des Investissements Cumulés

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des faits mentionnés dans le paragraphe sur le « Fondement de l'Opinion avec Réserve » totalisant un montant de \$ 138,927, les états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable Nb. 3085/GR – HA, pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022, présentent fidèlement, à tous égards importants, les Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022, ainsi que les Investissements Cumulés au 30 juin 2022, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Des dépenses totalisant un montant de \$ 124,928, ne peuvent pas être encore soumises à la BID. Ce montant regroupe en grande partie des décaissements effectués pour les paiements des expropriations, pour lesquels les reçus des bénéficiaires directs ne sont pas encore obtenus. La documentation doit être complète pour soumission à la BID.

Tel que reflété à la note 10 relative au suivi des dépenses récusées et des différences non expliquées, les états financiers au 30 juin 2022 comportent des :

·	Dépenses récusées pour un montant total de :	\$ 8,584
·	Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	<u>5,415</u>
		<u>\$ 13,999</u>

Structure de Contrôle Interne

Nous avons analysé et évalué le système du contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UCE-MTPTC. L'UCE-MTPTC à titre d'agent fiduciaire et financier, a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle adéquate.

Notre évaluation du contrôle interne de l'UCE-MTPTC a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer des faiblesses pouvant empêcher la Direction de l'UCE-MTPTC d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers. Ces lacunes portent sur ce qui suit :

Gestion Financière:

- Certaines dépenses ne sont pas supportées par des justificatifs adéquats et ne sont pas soumises à la BID dans les délais contractuels (Constatation No. 1)
- Le registre auxiliaire pour le suivi des cautions bancaires et des avances de démarrage maintenu par l'UCE-MTPTC n'est pas complet (Constatation No. 2)
- La production des états financiers n'est pas paramétrée sur ACCPAC (Constatation No. 3)
- Le registre d'équipements maintenu par l'UCE-MTPTC ne spécifie pas toutes les informations (Constatation No.4)

Passation de Marchés et Suivi Technique des activités mises en œuvre:

- Le Plan d'Opération Annuel n'a pas été soumis (Constatation No.5)

Structure Organisationnelle:

- Le poste de Responsable Technique n'est pas pourvu (Constatation No.6)

Système Informatique:

- Il n'existe pas de plan de sauvegarde des données hors-site (Constatation No.7)

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

La Direction de l'UCE-MTPTC a pris certaines mesures correctives suite aux recommandations faites au précédent rapport d'audit. Le suivi de l'état de la mise en œuvre de ces recommandations est présenté dans la section pertinente de ce rapport.

Commentaires de la Direction

Le présent rapport a été discuté avec la Direction de l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) qui a soumis ses commentaires inscrits aux sections appropriées sur la structure de contrôle interne.

Experts Conseils et Associés

Experts Conseils et Associés

Comptables Agréés

16, Route du Canapé-Vert, Juvénat

Pétion-Ville, Haïti



PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur
Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports et
Communications (MTPTC)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022 et de l'État des Investissements Cumulés au 30 juin 2022.

À notre avis, à l'exception de l'effet d'éventuels redressements qui auraient été jugés nécessaires par rapport aux éléments mentionnés au paragraphe « Fondement de l'Opinion avec Réserve », les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards importants, l'état des fonds reçus et décaissements effectués pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022 ainsi que les investissements cumulés au 30 juin 2022, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.03 de l'Accord de Don conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit externe des opérations financées par la BID et à la note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Des dépenses totalisant un montant de \$ 124,928, ne peuvent pas être encore soumises à la BID. Ce montant regroupe en grande partie des décaissements effectués pour les paiements des expropriations, pour lesquels les reçus des bénéficiaires directs ne sont pas encore obtenus. La documentation doit être complète pour soumission à la BID.

Tel que reflété à la note 10 relative au suivi des dépenses récusées et des différences non expliquées, les états financiers au 30 juin 2022 comportent des :

·	Dépenses récusées pour un montant total de :	\$ 8,584
·	Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	<u>5,415</u>
		<u>\$ 13,999</u>

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III No. 3085/GR – HA, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Don susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III No. 3085/GR – HA et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR- HA, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Autres observations

Observation 1

À la date de notre rapport, les travaux de réhabilitation du tronçon Plaisance – Ennery sont en arrêt, suite à la résiliation du contrat entre l'UCE-MTPTC et la firme d'exécution tel que divulgué à la note 15.

Experts Conseils et Associés

Experts Conseils et Associés

Comptables Agréés

16, Route du Canapé-Vert, Juvénat

Pétion-Ville, Haïti le 29 décembre 2022



RAPPORT FINAL FIN DE PROJET

13

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III

GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)


FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)


ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA

ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Notes	Pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021
Fonds Reçus			
Financements cumulés au début d'exercice		\$ 36,901,167	\$ 31,313,342
Financements au cours de l'exercice			
Avance de fonds	(Note 5)	-	3,500,000
Palements directs	(Note 5)	-	2,087,825
Remboursement de dépenses récusées du MEF	(Notes 5 & 6)	(682,644)	-
		(682,644)	5,587,825
Total des Fonds Reçus en fin d'exercice		36,218,523	36,901,167
Décaissements Effectués			
Décaissements cumulés au début d'exercice		36,390,247	30,982,123
Remboursement de dépenses récusées du MEF	(Notes 5 & 6)	(682,644)	(30,115)
Décaissements cumulés regularisés au début d'exercice		35,707,603	30,952,008
Décaissements au cours de l'exercice			
Dépenses paiements directs	(Note 5)	-	2,087,825
Justification des fonds avancés	(Note 7)	105,103	3,057,513
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 8)	417,540	289,175
Dépenses récusées par la BID	(Notes 7 et 10)	-	3,726
Total des Décaissements de la période		522,643	5,438,239
Total des Décaissements Cumulés en fin d'exercice		36,230,246	36,390,247
Excédent des Fonds Reçus sur les Décaissements Effectués (des Décaissements Effectués sur les Fonds Reçus)		(11,723)	510,920
Retenue de garantie		20,335	-
Différence non expliquée		-	872
Encaisse à la fin	(Note 3)	\$ 8,612	\$ 511,792


Ing Gaëtan Yéouance
Coordonnateur



Franz Edouard Prinston
Directeur Financier

RAPPORT FINAL FIN DE PROJET

14

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)****FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)****ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA****ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS****AU 30 JUIN 2022****(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

Composantes	INVESTISSEMENTS			
	Cumulés au 30 septembre 2021	Ajustement des exercices antérieurs	dela période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022	Cumulés au 30 juin 2022
Travaux Publics et Entretien	\$ 19,760,309	\$ -	\$ 86,654	\$ 19,846,963
Gestion, Suivi et Supervision	7,221,014	(115,763)	189,718	7,294,969
Pavage Urbain à haute Intensité de MOD	7,914,934	(566,881)	246,271	7,594,324
Renforcement institutionnel et sécurité routière	1,493,990	-	-	1,493,990
TOTAL	\$ 36,390,247	\$ (682,644)	\$ 522,643	\$ 36,230,246



Ing Gaëtan Youance
Coordonnateur



Frantz Edouard Prinston
Directeur Financier

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Description du Programme

Le 18 février 2014, le Gouvernement de la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé le contrat de Financement non Remboursable No. 3085/GR-HA, d'un montant de US \$ 50, 000,000 en vue de financer le Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, sur une période de cinq (5) ans. La date du dernier décaissement, telle qu'amendée est prévue pour le 15 mars 2022.

Le Programme est géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), une cellule technique du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC).

Le Projet a pour objectif principal de contribuer à l'amélioration de la connectivité entre les différentes régions du pays, en réduisant les coûts de transport et les temps de parcours, promouvant ainsi l'intégration régionale et internationale et le développement économique. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) la réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1 ; (ii) l'entretien du tronçon réhabilité pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ; (iii) l'amélioration des conditions de sécurité routière sur la route, réduisant le risque d'accidents impliquant des véhicules et des piétons ; (iv) le revêtement des principales rues des bourgs ; et (v) le renforcement institutionnel du secteur du transport en Haïti. Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comporte les quatre (4) composantes suivantes :

- **Composante 1: Travaux publics et entretien.**

Cette composante dont le budget est estimé à US \$ 30, 960,000, financera :

- La réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1;
- L'entretien de ce tronçon pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ;
- L'application d'un plan d'action pour la compensation et la réinstallation.

- **Composante 2 – Gestion, suivi et supervision**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 8, 170,000**. Ce financement appuiera trois (trois) types d'activités :

- . La gestion des travaux par l'UCE-MTPTC ;
- . La supervision des travaux par une firme de consultation ;
- . Le suivi, l'évaluation et les audits financiers et environnementaux.

- **Composante 3 – Pavage urbain à haute intensité de main-d'oeuvre**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 8,390,000** financera :

- . Le revêtement des rues principales de bourgs (maximum 5,000 résidents) et entend employer la population et des firmes locales. La participation des femmes sera encouragée.
- . Le contrôle de la poussière dans les principales rues des bourgs par l'application d'abat-poussière avec comme objectif de réduire l'exposition de la population locale à la poussière. Le projet sera réalisé dans environ vingt (20) bourgs à être désignés par le Gouvernement d'Haïti.

- **Composante 4 – Renforcement institutionnel et sécurité routière**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 2,480,000** et appuiera cinq (5) types d'activités

- . Les plans d'ingénierie et les études d'impact social et environnemental pour des opérations futures;
- . L'équipement pour l'entretien pour les Directions Départementales;
- . La ligne de base de la sécurité routière sur la RN-1;
- . La campagne de communication sur la sécurité et un programme de prévention du VIH.

Le coût total du programme s'élève à **cinquante millions de dollars américains (US \$ 50,000,000)** et est financé sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

Composantes		Budget alloué - BID
1.-	<i>Travaux publics et entretien</i>	\$ 30,960,000
1.1	Travaux publics	29,360,000
1.2	Entretien routier	-
1.3	Atténuation sociale et environnementale	1,600,000
2.-	<i>Gestion, suivi et supervision</i>	\$ 8,170,000
2.1	Gestion UCE	1,385,000
2.2	Firme de supervision	6,085,000
2.3	Suivi	420,000
2.4	Évaluations	90,000
2.5	Audits financiers	190,000
3.-	<i>Pavage urbain haute intensité de main-d'oeuvre</i>	\$ 8,390,000
3.1	Pavage urbain	7,570,000
3.2	Programme contrôle de la poussière	820,000
4.-	<i>Renforcement institutionnel et sécurité routière</i>	\$ 2,480,000
4.1	Plans d'ingénierie et études	950,000
4.2	Équipement d'entretien direct - Départ	800,000
4.3	Ligne de base sec. route RN1	530,000
4.4	Campagne de communication	50,000
4.5	Intégration femmes / prévention du VIH	1,500,000
TOTAL		\$ 50,000,000

2. Principales Conventions Comptables

De l'avis de la Coordination de l'UCE-MTPTC, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Les retenues de garantie sont présentées net des avances à l'état des fonds reçus et des décaissements effectués et à l'état des investissements cumulés.

Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des paiements directs et des avances de fonds décaissées par la BID sur un compte spécial domicilié à la Banque de la République d'Haïti (BRH).

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, et services. Ils sont présentés à titre d'information.

Monnaies

Les livres sont tenus en dollars américains et les états financiers sont présentés dans la même monnaie.

Les paiements en gourdes sont décaissés en dollars à leur valeur équivalente en gourdes selon le taux de change communiqué par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates des transactions, qui a varié de HTG 63.6820 à HTG 98.8713 pour un dollar américain durant la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, exécuté par l'UCE-MTPTC, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et sur les contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. Encaisse

Aux 30 juin 2022 et 30 septembre 2021, le solde de l'encaisse du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, Accord de Don Non Remboursable No. 3085/GR-HA se présente comme suit :

	Au 30 juin 2022	Au 30 septembre 2021
BRH - Dollars	\$ 8,571	\$ 511,751
Fonds de Roulement	12	12
Petite Caisse	29	29
	<u>\$ 8,612</u>	<u>\$ 511,792</u>

4. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés au 30 juin 2022

Les soldes des comptes désignés au 30 juin 2022 se résument comme suit:

Solde des comptes désignés au 30 septembre 2021	\$ 511,792
Avances reçues durant la période auditée	-
Païements directs de la période	-
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux	511,792
Dépenses totales de la période auditée	(522,643)
Différence inexplicée solde de l'encaisse de l'exercice terminé au 30 septembre 2021	(871)
Retenue de garantie à payer	20,334
Solde des comptes désignés au 30 juin 2022	\$ 8,612

5. Financements BID

Au 30 juin 2022, la BID a décaissé 72% de sa contribution au Programme. Les contributions décaissées se présentent comme suit:

	Au 30 septembre 2021	Remboursement du MEF à la BID	Pour la période terminé au juin 2022	Au 30 juin 2022
Avances de Fonds	\$ 20,321,167	\$ (122,587)	\$ -	\$ 20,198,580
Païements directs	16,580,000	(560,057)	-	16,019,943
	<u>\$ 36,901,167</u>	<u>\$ (682,644)</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 36,218,523</u>

6. Remboursement des dépenses récusées du MEF à la BID

Au cours de la période allant du 1^{er} octobre 2021 au 30 juin 2022, des dépenses récusées totalisant un montant de \$ 682,644 ont été remboursées à la BID par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Ces remboursements concernent les éléments suivants :

Réhabilitation de la route menant du PIC à Caracol

- Un montant de \$ 566,037 qui a été décaissé par paiement direct par la BID au MTPTC le 28 août 2014 ;
- Un montant de \$ 6,825 à une firme.

Supervision Travaux Pavages Urbains (Phases I et II) dans les départements Nippes et Ouest

- Un montant de \$ 115,781 qui a été décaissé à travers deux (2) contrats signés avec un ingénieur du Ministère entre juin 2015 et 2016;

7. Justification des fonds avancés et paiements directs durant l'exercice

Le montant des dépenses justifiées au cours de la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022, s'élève à \$ 995,212. Ces dépenses ont été présentées à la requête de justification # 80 pour un montant de \$ 998,939, répartie comme suit :

	<u>Requête No. 80</u>
- Dépenses de l'exercice terminé au 30 septembre 2021 :	\$ 890,110
- Dépenses de la période allant du 1 ^{er} octobre 2021 au 30 juin 2022 :	105,103
- Dépenses récusées :	<u>3,726</u>
Total requête No. 80	<u>\$ 998,939</u>

8. Dépenses effectuées non encore soumises

Au 30 septembre 2021, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID totalisaient un montant de \$ 1,185,582. De ce montant, des dépenses ont été soumises à la requête # 80 pour un montant total de \$ 998,939.

Durant la période allant du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022, des dépenses totalisant un montant de \$ 522,643 ont été encourues sur base de justification d'avances de fonds, ramenant ainsi les dépenses effectuées non encore soumises au 30 juin 2022 à un montant de \$ 709,287:

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021	\$ 1,155,467
Reclassification remboursement dépenses remboursées au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2021 (note 15)	<u>30,115</u>
Total dépenses effectuées régularisées non encore soumises au 30 septembre 2021	\$ 1,185,582
Dépenses de l'exercice 2020-2021 soumises à la requête de justification No 80	<u>(893,835)</u>
Solde des dépenses non encore soumises de l'exercice antérieur	291,747
Dépenses effectuées au cours de l'exercice sous audit	\$ 522,643
Dépenses soumises durant l'exercice sous audit:	
Requête de justification No 80	<u>(105,103)</u>
Dépenses non encore soumises de l'exercice en cours	<u>\$ 417,540</u>
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 juin 2022	<u>\$ 709,287</u> ⁽¹⁾

(1) Ce montant est réparti comme suit:

Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 septembre 2019	\$ 2,530
Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 septembre 2020	42
Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 septembre 2021	289,175
Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 juin 2022	417,540
	<u>\$ 709,287</u>

Le 5 août 2022, soit après la fermeture du projet, des dépenses totalisant un montant de \$588,085 ont été soumises à la BID à titre de justification d'avance. De ce montant \$3,726 refusée à la requête de justification no.80 ont été resoumis à la BID, ramenant ainsi les dépenses non encore soumise à cette date à un montant de \$ 124,928. Ce montant regroupe les dépenses d'expropriation pour lesquelles les reçus des bénéficiaires directs ne sont pas encore obtenus.

9. Avances en Attente de Justification

Au 30 septembre 2020, le solde des avances en attente de justification était d'un montant de \$ 1, 829,362. Ce montant a été ramené à \$ 711,562 au 30 juin 2022:

Solde des avances à justifier au 30 septembre 2021	\$ 1,829,362
Avances de fonds enregistrés au cours de l'exercice:	-
Avances disponibles	<u>\$ 1,829,362</u>
Justification d'avances au cours de l'exercice:	
Requête de justification No 80	(995,213)
Remboursement MEF pour dépenses refusées	<u>(122,587)</u>
Justification d'avances au cours de l'exercice:	<u>(1,117,800)</u>
Soldes des avances à justifier au 30 juin 2022	<u>\$ 711,562</u>
Avances en attente de justification présentées à l'OPS	<u>\$ 711,562</u>

Le solde des avances en attente de justification au 30 juin 2022 d'un montant de \$ 711,562 est ainsi constitué:

Encaisse	\$	8,612
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID (Note 7)		709,287
Dépenses recusés par la BID (Note 9)		8,584
Différence non expliquée de l'exercice 2020		-
Retenue de garantie à payer		(20,335)
Différence non expliquée de l'exercice 2020		5,415
Différence non expliquée	\$	711,562

10. Dépenses recusées et différences non expliquées au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, les dépenses recusées totalisent un montant de \$ 8,584 ainsi constitué:

Dépenses recusées

Exercices	Requêtes	Dépenses Soumises	Dépenses Acceptées	Dépenses Recusées
2017	Requêtes Nos ...	\$ -	\$ -	\$ 3,273
2019	Requête No 50	335,659	334,085	1,574
2021	Requête No 71	385,689	385,678	11
2022	Requête No 80	998,939	995,213	3,726
		<u>\$ 1,720,287</u>	<u>\$ 1,714,976</u>	<u>\$ 8,584</u>

Les dépenses recusées et différences non expliquées se résument comme suit au 30 juin 2022:

Dépenses recusées pour un montant total de	\$	8,584
Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS		5,415
Total	\$	13,999

10. État des Soldes Budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

11. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et l' OPS (Operational and Financial Executive Summary) de la BID

La réconciliation de l'OPS de la BID avec les registres comptables du Programme est présentée à l'Annexe II.

12. Engagements

Au 30 juin 2022, le solde des engagements contractés dans le cadre du Programme est à zéro.

13. Equipements

La liste des équipements est présentée à l'Annexe III.

14. Arrêt des travaux sur le tronçon Plaisance – Ennery

Au 30 juin 2022, le budget de la composante de travaux sur le tronçon Ennery – Plaisance de la Route Nationale #1 est de \$ 21,650,546 et les décaissements effectués de 16,347,429. En date du 13 octobre 2020, le Contrat #AOI-001/14/3085 engagé entre l'UCE-MTPTC et la firme d'exécution pour la Réhabilitation de ce tronçon a été résilié, suite aux recommandations de la BID. Le montant de l'évaluation finale incluant le dernier décompte, net des avances et retenues de garantie estimé à \$ 1,931,562, a été payé par paiement direct au cours du mois de mai 2021.

Après la résiliation de ce contrat, un appel d'offres a été lancé pour l'achèvement de ce tronçon et les négociations ont commencé avec la firme attributaire pour la signature du contrat. Cette activité sera prise en charge par les fonds de financement BID 3085 et 4618. Il convient toutefois de mentionner que la firme attributaire s'est retirée du chantier voisin Plaisance – Camp Coq pour entre autres évoque-t-elle des conditions d'insécurité qui sévissent dans le pays.

15. Évènements subséquents

En préparant les états financiers, la Direction de l'UCE-MTPTC a examiné tous les événements connus qui ont pris place entre le 30 juin 2022 et le 12 septembre 2022, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis. Les événements suivants ont été relatés :

- Le 5 août 2022, des dépenses totalisant un montant de \$ 588,085 ont été soumises à la BID à titre de justification d'avance à la requête # 81 et l'intégralité de cette requête a été acceptée par la BID. La dépense récusée au 30 juin 2022 à la requête # 80 d'un montant de \$ 3,726 a été présentée à la requête 81 et acceptée par la BID;
- Le 4 août 2022, le solde de l'encaisse à la fin du projet de \$ 8,612 a été transféré à la BID, incluant un dépôt non identifiée de \$ 338 et excluant les frais de banque et de transfert, pour un montant de \$ 8,952.
- Des paiements effectués relatifs aux dépenses de compensation d'expropriation, totalisant un montant de G7,932,870 et équivalent à \$105,930 au taux en vigueur au cours des périodes de paiements respectifs, ont été annulées à cause que les frais de dédommagements n'ont pas été récupérés par les bénéficiaires. Ce montant en gourdes a été converti au cours du mois de décembre 2022 au taux de G 148 pour un montant de \$53,579, pour être remboursé à la BID. Une différence de change d'un montant de \$52,351 a été dégagée de cette transaction.

RAPPORT FINAL FIN DE PROJET**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III****GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES****TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)****FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)****ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA****SOLDES BUDGÉTAIRES****AU 30 JUIN 2022****(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

Composantes	SOMMES BUDGÉTISÉES	INVESTISSEMENTS CUMULÉS AU 30 JUIN 2022	SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 JUIN 2022
Travaux Publics et Entretien	\$ 30,960,000	\$ 19,846,963	\$ 11,113,037
Gestion, Suivi et Supervision	8,170,000	7,294,969	875,031
Pavage Urbain à haute Intensité de MOD	8,390,000	7,594,324	795,676
Renforcement institutionnel et sécurité routière	2,480,000	1,493,990	986,010
TOTAL	\$ 50,000,000	\$ 36,230,246	\$ 13,769,754

RAPPORT FINAL FIN DE PROJET

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III
GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA

RÉCONCILIATION DE L'OPS DE LA BID AVEC LES REGISTRES COMPTABLES DU PROGRAMME

AU 30 JUIN 2022

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes	BUDGET	DÉPENSES ACCEPTÉES	DÉPENSES EFFECTUÉES NON ENCORE SOUIMISES	DÉPENSES RÉCUSÉES	DIFFÉRENCE NON EXPLIQUÉE	DÉPENSES TOTALE AUX LIVRES	DÉPENSES PRÉSENTÉES À L'OPS 1 AU 30 JUIN 2022	DIFFÉRENCE
Travaux Publics et Entretien	\$ 30,960,000	\$ 19,535,368	\$ 382,350	\$ -	\$ -	\$ 19,846,963	\$ 19,535,368	\$ 311,595
Gestion, Suivi et Supervision	8,170,000	7,067,915	119,640	3,273	9,528	7,294,969	7,067,915	227,054
Pavage Urbain à haute Intensité de MOD	8,390,000	7,318,743	207,297	3,726	(3,135)	7,594,324	7,318,743	275,581
Renforcement institutionnel et sécurité routière	2,480,000	1,584,934	-	1,585	(978)	1,493,990	1,584,934	(90,944)
TOTAL	\$ 50,000,000	\$ 35,506,960	\$ 709,287	\$ 8,584	\$ 5,415	\$ 36,230,246	\$ 35,506,960	\$ 723,286 ⁽¹⁾

(1) La différence de \$ 723,286 est constituée:

. des dépenses non encore soumises	\$ 709,287
. des dépenses récusées	8,584
. d'une différence non expliquée	<u>5,415</u>
TOTAL	\$ 723,286

RAPPORT FINAL FIN DE PROJET**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III****GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU****MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)****FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)****ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA****MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS****AU 30 JUIN 2022****(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

	Au 30 septembre 2020	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Mobiliers et Matériels de Bureau	\$ <u>7,225</u>	\$ <u>-</u>	\$ <u>7,225</u>
TOTAL	\$ <u><u>7,225</u></u>	\$ <u><u>-</u></u>	\$ <u><u>7,225</u></u>